


M. Chenuil-Hazan a déclaré que les partisans de la peine capitale prétendent qu'elle est validée par l'opinion publique, ou sanctionnée par la culture, ou qu'elle relève de la souveraineté de l'État. À la première de ces affirmations, il a répondu qu'en réalité, « *l'opinion publique s'aligne, dans chaque pays, sur chaque continent* ». Les arguments en faveur de l'abolition sont fondés sur des principes et, à long terme, les positions honorables et honnêtes sont persuasives. Il a également contesté l'idée selon laquelle la culture est immuable: l'Europe, aujourd'hui *leader* de l'abolition, était historiquement un fervent défenseur de l'exécution; la Chine a (provisoirement) aboli la peine capitale sous la dynastie Tang, dans un contexte où les exécutions avaient cours. L'Amérique latine a été le premier continent à éliminer en grande partie cette pratique. En Afrique, la peine de mort a été principalement adoptée sous l'effet de la colonisation européenne.

Après avoir salué les progrès réalisés par le mouvement abolitionniste, M. Chenuil-Hazan a souligné que les militants ne doivent pas se contenter de simplement suspendre la peine capitale, puisqu'en cas de moratoire, il persiste un risque de retour des exécutions. Il a conclu en déclarant: « *Pour certains d'entre vous, la vie ne vaut rien; mais pour nous, rien, absolument rien ne vaut plus que la vie.* »

Aminata Niakate, membre du conseil d'administration d'ECPM, a rappelé au Congrès que neuf jeunes hommes avaient été exécutés en Égypte la semaine précédente, après avoir subi des tortures. Se tournant vers l'avenir, elle a espéré qu'un jour, les Congrès pour l'abolition de la peine de mort ne seraient plus nécessaires. « *Tout comme le colibri qui, selon l'histoire, apportait de l'eau goutte par goutte pour éteindre un feu* », elle a expliqué que chaque défenseur compte. « *Nous ne pouvons pas abandonner ces hommes dans le couloir de la mort, tandis qu'ils prennent leur dernier repas ou leur dernière cigarette, les yeux rivés sur l'horloge.* »

Par message vidéo, Sa Sainteté le pape François a déclaré aux congressistes que la vie et la dignité de chacun doivent être protégées, sans exception. Par ailleurs, chacun devrait se voir offrir une chance de changer, de se repentir et d'être pardonné. À une époque où les systèmes de détention s'améliorent sans cesse, nous devons nous battre pour que plus aucune vie ne soit perdue mais, au contraire, soit « *gagnée pour le bien commun de la société* ».



« *Pour les croyants, les êtres humains ont été créés à l'image de Dieu. Que vous ayez la foi ou non, chaque vie est précieuse et la dignité de la vie doit être protégée sans exception. À cet égard, la peine de mort est une violation très grave du droit à la vie de chacun.* »

Sa Sainteté le pape François



C'est ensuite le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, qui a pris la parole, lui aussi par message vidéo. Il s'est félicité des progrès marqués par la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies pour un moratoire sur la peine de mort, adoptée pour la première fois en 2008 et approuvée par une majorité record en